

PREFET DU FINISTERE

Préfecture

Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial
Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques

ARRETE DU 12 MARS 2020
portant mise en demeure de la société VALORG ELORN
concernant son unité de compostage exploitée
au lieu-dit « Prat Lédan » à SAINT-SERVAIS

Le Préfet du Finistère,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU** la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, notamment son chapitre II ;
- VU** le code de l'environnement, notamment le chapitre V du titre I du livre V, en particulier la section 8 « Installations visées à l'annexe I de la directive 2010/75 UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles », articles L.515-28 à L. 515-31 et R.515-58 à R.515-84 ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement annexée à l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 34-2007AE du 27 avril 2007 autorisant la société VALORG ELORN à agrandir son unité de compostage exploitée au lieu-dit « Prat Lédan » à SAINT-SERVAIS ;
- VU** le dossier de la société VALORG ELORN en date du 15 novembre 2017 déclarant le classement de l'unité de compostage susmentionnée selon la rubrique de la nomenclature n° 3532 ;
- VU** la Décision n° 2018/1147/UE du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets (BREF WT), au titre de la directive 2010/75/UE ;
- VU** le courriel du 3 septembre 2018 de l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées de la DREAL Bretagne annonçant à la société VALORG ELORN la parution au journal officiel de l'Union européenne de la décision du 10 août 2018 susvisée et rappelant l'échéance de 12 mois imposée par les articles R.515-71 et L.515-30 du code de l'environnement concernant la remise du dossier de réexamen et, le cas échéant, du rapport de base ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées de la DREAL Bretagne du 20 décembre 2019 ;
- VU** le courrier de la DREAL Bretagne du 20 décembre 2019 notifié le 24 décembre 2019 à la société VALORG ELORN en application des dispositions des articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, lui transmettant une copie du rapport précité et l'informant des suites administratives susceptibles d'être engagées à son encontre ;

CONSIDERANT que la société VALORG ELORN n'a formulé aucune observation sur les propositions de l'inspection de l'environnement spécialité installations classées du 20 décembre 2019 dans le délai de quinze jours qui lui était imparti ;

CONSIDERANT que la rubrique associée à l'activité principale du site de Prat Lédan à SAINT-SERVAIS est la rubrique n° 3532 et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont celles relatives au traitement des déchets (BREF WT) ;

CONSIDERANT que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au traitement des déchets (BREF WT) ont été publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne le 17 août 2018 ;

CONSIDERANT que la société VALORG ELORN n'a pas respecté l'échéance du 17 août 2019 imposée par les articles R.515-71 et L.515-30 du code de l'environnement concernant la remise du dossier de réexamen ;

CONSIDERANT que la société VALORG ELORN n'a pas fourni les éléments permettant de statuer sur la conformité de son installation aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au traitement des déchets (BREF WT) ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société VALORG ELORN de présenter le dossier de réexamen requis ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRETE

ARTICLE 1er

Dans le cadre de l'exploitation de son unité de compostage implantée au lieu-dit "Prat Lédan" à SAINT-SERVAIS, la société VALORG ELORN, dont le siège social est situé au lieu-dit « Leslem Bras" à SAINT-SERVAIS, est mise en demeure de présenter, **dans le délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, le dossier de réexamen prévu aux articles R.515-71 et L.515-30 du code de l'environnement.

ARTICLE 2

Faute pour la société VALORG ELORN de se conformer à la présente mise en demeure, et indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de RENNES, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr>, dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification.

Il peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère ou hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique et solidaire dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai du recours contentieux.

ARTICLE 4

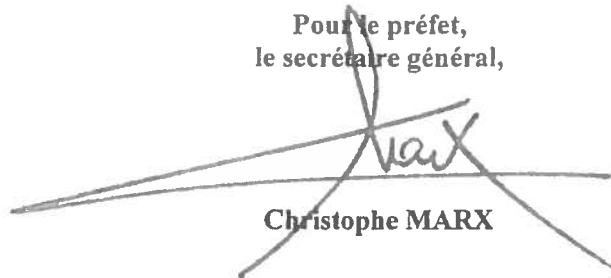
A compter de sa notification et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans le Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le maire de SAINT-SERVAIS et l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, de la DREAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société VALORG ELORN.

QUIMPER, le 12 MARS 2020

Pour le préfet,
le secrétaire général,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Marx', is written over a horizontal line. The signature is stylized and somewhat cursive.

Christophe MARX

DESTINATAIRES :

- M. le sous-préfet de MORLAIX
- M. le maire de SAINT-SERVAIS
- M. l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées - DREAL, UD29
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement - SPPR/DRC
- M. le gérant de la société VALORG ELORN

